A.F.L.-C.I.O. Nouvelles du Mouvement Syndical Libre

Publiées par le Département des affaires internationales de l'A.F.L.-C.I.O.
21ème Année No. 9 SEPTEMBRE 1966

Les forces alliées au Vietnam méritent l'appui de tous les peuples libres

Résolution du Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. adoptée le 24 août 1966 à sa réunion de Chicago.

Moscou, Pékin et Hanoï continuent de repousser toutes les ouvertures américaines tendant à négocier la fin de la guerre au Vietnam. Ils ont catégoriquement rejeté les différentes propositions présentées par le président Johnson, les pays "neutres", M. U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et divers pays d'Asie et d'ailleurs en vue d'un règlement pacifique du conflit. Leur refus part de l'idée qu'il est possible de susciter dans notre pays une opposition suffisante pour affaiblir la ferme volonté qu'a l'Administration de résister à l'agresseur communiste et sa capacité de le vaincre.

Le gouvernement soviétique, principal pourvoyeur des forces armées de Hanoï et du Vietcong, a plusieurs fois repoussé l'offre de la Grande-Bretagne de convoquer de nouveau la Conférence de Genève afin de mettre fin à ce conflit acharné. Le Kremlin a jusqu'à présent cherché à prolonger le carnage dans l'espoir que notre pays sera affaibli par les lourdes dépenses en hommes et en matériel qu'entraîne notre intervention militaire en Asie, et par les divisions que celle-ci suscite parmi nos Alliés, particulièrement en Europe.

Leur refus de négocier la fin du conflit est si inflexible que les gouvernements russe, chinois et nord- vietnamien ont même rejeté la proposition faite par le Cambodge et l'Inde d'élargir la composition de la Commission internationale de contrôle afin de permettre le maintien de patrouilles dans la zone démilitarisée qui s'étend entre le Cambodge et le Vietnam du Nord et du Sud. L'accueil favorable que l'Administration a accordé à cette proposition, outre qu'il contraste avec la position des autres parties, prouve une fois de plus combien elle appuie toute mesure susceptible de délimiter le conflit et de négocier sa fin.

Si le Vietcong n'est pas encore vaincu, néanmoins ses forces subissent de lourdes pertes. Les Etats-Unis et leurs alliés ont pris l'initiative sur le terrain militaire. Le moral du Vietcong baisse. Les défections augmentent dans ses rangs. Le mécontentement grandit parmi les paysans du Sud-Vietnam qu'il a conquis.

Poussés au désespoir par ces graves revers, les communistes ont eu recours à des bombardements sauvages, sans pitié et téméraires de la population civile. Ils ont brûlé des villages et des centres de réfugiés établis par les syndicats pour soutenir leur moral et leur capacité de continuer la guerre. Hanoï envoie d'urgence vers le Sud des renforts qui se chiffrent à quelque 4500 hommes par mois. Ho Chi Minh a aujourd'hui près de 40.000 troupes régulières qui combattent au Vietnam du Sud.

Tenant compte de cette évolution des événements, le Conseil exécutif déclare que, quand notre gouvernement envoie des troup en nombre suffisant pour faire face au d ploiement militaire communiste et empêch la conquête du pays par Hanoï, il ne cherc pas à étendre le conflit. L'escalade n'est p une question de chiffres, mais de politiqu Notre pays n'a jamais voulu, il ne veut p maintenant, renverser le régime du Vietna du Nord ni attaquer ses voisins, quels qu'i soient. Les Etats-Unis poursuivent sans dé emparer leur objectif limité: aider le peup du Vietnam du Sud à mettre une fin à subversion et à l'agression des communist et à sauvegarder l'intégrité de son territoi et sa liberté.

Nous félicitons le président Johnson d'avo prouvé au monde que notre pays n'est vacillant du point de vue politique, ni faib du point de vue militaire, mais qu'il e toujours prêt à négocier la fin de la guerr Le bombardement des réserves d'essence n'e qu'une phase d'une stratégie générale visa à faire comprendre à Hanoï que l'agressio contre le Vietnam du Sud ne restera p impunie et qu'elle coûte trop cher.

Au Vietnam, notre pays se bat pour liberté du monde entier. L'héroïsme et l succès des Américains, des Vietnamiens d Sud et de leurs alliés combattants mérite l'appui sans réserve et partout des ge épris de liberté. Leur courage et leur cap cité de résistance à l'agression impérialis des communistes chinois et soviétiques o déjà encouragé les amis de la liberté Indonésie et au Ghana à riposter et à vainc la subversion et la tyrannie communistes ont refroidi l'ardeur de Pékin en ce qui co cerne un nouvel assaut contre l'Inde d mocratique.

Dans notre démocratie, le droit de n'êt pas du même avis est sacré. On ne peut abroger ce droit, ni en mésuser. Si u minorité a le droit de n'être pas d'acco avec la majorité, tout désordre provoqu même de bonne foi, par une minorité ne pe que polluer et empoisonner le sang de not démocratie.

Ceux qui voudraient refuser à nos forc armées un appui sans réserve fournisse en réalité une aide à l'ennemi communis de notre pays—au moment même où il por les fardeaux les plus lourds pour la défen de la paix mondiale et de la liberté.

A ce propos, le Conseil exécutif est he reux de constater l'aide énorme que not pays accorde au Vietnam du Sud en vu d'am liorer la santé et l'éducation de son peupl Il conviendrait d'étendre le programme reconstruction économique et sociale. En o tre, nous prions instamment notre gouvern ment de faire tout son possible afin réduire au minimum les conséquences d vastatrices pour la population civile de cet guerre cruelle et si complexe. Et rien devrait être omis qui assurerait le caractè démocratique des élections nationales qui do vent avoir lieu au Vietnam du Sud. U pouvoir civil fort et représentatif amélior rait considérablement les perspectives de pa et de liberté de ce pays assiégé depuis longtemps.

L'A.F.L.-C.I.O. félicite l'A.I.F.L.D.

Le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. a chaudement approuvé l'oeuvre accomplie par l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (A.I.F.L.D.) en vue de développer le syndicalisme libre en Amérique latine, et blâmé les critiques élevées contre cette organisation et ses méthodes.

Le président George Meany a déclaré que le Conseil avait pris connaissance d'un rapport détaillé soumis par Joseph A. Beirne, vice-président de l'A.F.L.-C.I.O. et secrétaire-trésorier de l'A.I.F.L.D., sur les travaux de l'Institut, qui est soutenu par l'A.F.L.-C.I.O., et sur la campagne de dénigrement menée contre celui-ci dans la presse communiste et dans d'autres publications.

Le Conseil, après avoir entendu le rapport de Beirne, a adopté la résolution suivante:

"Le Conseil exécutif félicite l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre de l'oeuvre qu'il a accomplie en vue d'exécuter la politique de l'A.F.L.-C.I.O. sur le plan international et rejette sur le champ la campagne de dénigrement menée contre l'A.I.F.L.D."

Meany, répondant à une question posée au cours d'une conférence de presse, a dit que la résolution avait été adoptée par 23 voix contre 2, avec une abstention.

L'oeuvre que l'A.I.F.L.D. poursuit en Amérique latine est double: il forme des syndicalistes jeunes et doués pour en faire des dirigeants de syndicats libres dans leurs propres pays et, grâce à un programme de projets d'ordre social, il aide à construire des logements et à créer des coopératives et d'autres institutions dont le besoin se fait grandement sentir.

Dans ce domaine, l'A.I.F.L.D. collabore étroitement au programme d'assistance économique des Etats-Unis, outre qu'il s'efforce d'obtenir des syndicats des fonds à investir dans les projets susdits.